

Direction des Affaires Générales et Juridiques
Assistante de Direction

DAGJ-2024-011

Nomenclature Acte : Decision d ester en justice

OBJET : Décision d'ester en justice - Requête introduite par Monsieur Philippe LE JEAN à l'encontre de l'arrêté du 16 juin 2023 par lequel le Maire de Saint-Malo a délivré une déclaration préalable pour la construction d'une surélévation et installation d'une clôture métallique avec deux portillons sur un terrain situé 33 avenue Théophile Briant à Saint-Malo

LE MAIRE DE LA VILLE DE SAINT-MALO

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2122-22, L 2122-23, L 2131-1 et L 2131-2,
- VU la délibération n° 2020-07-002 du Conseil Municipal en date du 10 juillet 2020 donnant délégation à Monsieur le Maire en application des articles susvisés,
- VU l'arrêté n° 2023-032 du Maire en date du 13 février 2023, donnant délégation de signature à Monsieur Jean-Virgile CRANCE, 1er adjoint,
- VU le budget,
- VU la requête n°2306464-5 introduite le 29 novembre 2023 devant le Tribunal Administratif de Rennes par Monsieur Philippe LE JEAN à l'encontre de l'arrêté du 16 juin 2023 par lequel le Maire de Saint-Malo a délivré une déclaration préalable pour la construction d'une surélévation et installation d'une clôture métallique avec deux portillons sur un terrain situé 33 avenue Théophile Briant à Saint-Malo,

CONSIDERANT la nécessité de défendre les intérêts de la collectivité dans cette affaire,

DECIDE

Article 1 : De défendre les intérêts de la collectivité dans la requête ci-dessus visée.

Article 2 : De confier au Cabinet COUDRAY – Avocats – Parc d’Affaires Oberthur – 1, rue Raoul Ponchon – CS 34442 – 35044 Rennes cedex, le soin de défendre les intérêts de la collectivité.

Article 3 : D'imputer au budget de l'exercice en cours les honoraires d'avocat et autres frais de justice afférents à cette décision.

Article 4 : La présente décision pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Rennes, 3 Ctr De La Motte 35044 RENNES, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 5 : Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Comptable Public du Service de Gestion Comptable sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Saint-Malo, le 12 février 2024

Pour le Maire et par délégation,

Le 1er Adjoint au Maire,
Jean-Virgile CRANCE